



Commission Européenne



## SOMMAIRE

À LA UNE: Combattre la pauvreté en milieu rural, c'est aussi favoriser l'inclusion sociale \_\_\_\_\_ 1

### LE POINT SUR LES ACTIVITÉS DU REDR

Poursuite du programme des groupes de travail thématiques .....	3
La coopération des Réseaux ruraux nationaux au service de l'esprit d'entreprise en milieu rural .....	3
Réunion des RRN à Budapest: Élaborer des stratégies et des instruments efficaces de communication .....	3
Visites du Point de contact aux RRN de Malte et du Portugal .....	3
Le magazine du REDR .....	3

### EN BREF

Réunions ministérielles .....	4
Mise en réseau des acteurs ruraux dans le Sud-Est de l'Europe .....	4
Nouveau financement de l'action locale en matière d'énergie .....	4
Promouvoir les produits agricoles .....	4
Approbation de nouveaux financements de 244,5 millions d'euros en faveur du développement rural dans le cadre du «bilan de santé» de la PAC et du plan européen de relance économique .....	4

### DES ÉTATS MEMBRES \_\_\_\_\_ 4

Priorités du Réseau rural irlandais .....

### POUR EN SAVOIR PLUS \_\_\_\_\_ 5

Newsletter du REDR Novembre 2009



# Combattre la pauvreté en milieu rural, c'est aussi favoriser l'inclusion sociale

Une étude récente — «Pauvreté et exclusion sociale dans les zones rurales» — et une conférence de suivi sur le sujet ont attiré l'attention des décideurs politiques et des parties prenantes sur le fait que le phénomène de la pauvreté et de l'exclusion sociale en milieu rural est répandu en Europe et que certaines de ses caractéristiques le distinguent de la pauvreté urbaine. Cet article analyse en profondeur ce grave problème qui affecte le développement rural.

Plus de la moitié de la population de l'UE vit en milieu rural. La vie à la campagne offre un large éventail d'avantages, certes, mais de graves problèmes structurels se posent aussi dans les communautés rurales. *L'étude* de l'ampleur de l'exclusion sociale et de la pauvreté en milieu rural a confirmé que ce phénomène est sensible dans l'UE et que ses caractéristiques varient fortement d'une région à l'autre.

En milieu rural, les principaux facteurs de pauvreté identifiés par cette étude se rapportent à la démographie, à l'éloignement, à l'enseignement et au marché du travail. Les enfants, les jeunes, les sans-emploi, les travailleurs peu qualifiés, les personnes à bas revenus, les agriculteurs et les minorités sont les groupes qui souffrent le plus d'exclusion sociale en milieu rural. Ces groupes sont à risque dans tous les pays de l'UE-27, en particulier en Europe orientale et méridionale.

Les auteurs de l'étude ont établi que le risque relatif de pauvreté était deux fois plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain dans des pays tels que le Portugal. En Hongrie et en Lituanie, le risque de pauvreté est jusqu'à trois fois plus élevé pour les populations rurales que pour les populations vivant dans les villes les plus importantes.

L'éloignement, la faible densité de population et le manque d'accès à des services essentiels et à des possibilités de revenu aggravent souvent les impacts de l'exclusion sociale sur les groupes les plus à risque. Ce sont aussi les caractéristiques qui distinguent la pauvreté rurale de la pauvreté urbaine. Par ailleurs, l'état des logements ruraux reste inférieur aux normes dans de nombreux pays et les inégalités sur le marché du travail liées au sexe, à l'âge ou à l'origine ethnique et le manque de diversification de l'économie rurale contribuent à aggraver les problèmes de pauvreté rurale.

Ces facteurs sont souvent passés sous silence à défaut de données précises et à cause des difficultés qu'il y a à produire des indicateurs de pauvreté concernant de petits territoires ruraux. Il est crucial pour les décideurs en charge de la lutte contre la pauvreté de mieux comprendre la dynamique de la pauvreté rurale. Il y a lieu de redoubler les efforts concertés et coordonnés pour combattre la pauvreté rurale, dans toutes ses dimensions. Ces travaux seront tout particulièrement à l'honneur en 2010, à la fois *Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* et année de la présidence espagnole de l'UE qui a pour ambition d'accroître la dimension sociale de l'Union européenne.

La politique européenne de développement rural joue un rôle de premier plan dans l'accomplissement de ces objectifs stratégiques. Les programmes de développement rural (PDR) des États membres, qui se conjuguent aux politiques européennes et nationales mises en œuvre pour relever les défis structurels en milieu rural, contribuent largement à atténuer la pauvreté au travers d'un vaste éventail d'interventions qui visent sa dimension économique et sa dimension sociale.

L'axe 1 concerne les initiatives en faveur de l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture et



de la foresterie qui contribuent notamment au maintien de l'emploi agricole tout au long de la chaîne alimentaire. Dans certains cas, la transition économique découlant de la restructuration peut aggraver les problèmes existants de pauvreté à court terme. Ce phénomène est pris en considération dans l'axe 1 et sa priorité aux investissements dans le capital humain en vue d'offrir des perspectives plus positives à long terme et dans le soutien spécifique aux exploitations agricoles de semi-subsistance des États membres qui ont rejoint l'UE depuis 2004. Par ailleurs, les agriculteurs des zones rurales frappées par une certaine forme de

handicap structurel peuvent recevoir des compensations dans le cadre de programmes en faveur des zones moins favorisées au titre de l'axe 2 en vue de réduire les pressions qui poussent à abandonner l'agriculture dans des régions retirées et marginales.

De même, le budget de l'axe 3 peut financer des mesures destinées à améliorer la qualité de vie et à diversifier l'économie au travers d'initiatives en faveur de la création de microentreprises ainsi que des mesures visant à promouvoir l'inclusion sociale et à accroître l'offre de services sociaux et les opportunités

d'emploi à l'intention de groupes prioritaires qui nécessitent un soutien spécifique, par exemple les jeunes ou les personnes âgées qui vivent en milieu rural. Par ailleurs, les quelque 2 000 groupes d'action locale que compte l'Europe rurale, qui mettent en œuvre des stratégies de développement local selon une approche multisectorielle participative, sont les instances tout indiquées pour élaborer un train de mesures compte tenu des besoins socioéconomiques spécifiques des zones rurales, améliorant ainsi dans de nombreux cas l'efficacité des interventions existantes.

Lors de la conférence européenne de haut niveau organisée cette année sur ce thème, les  **systèmes coordonnés de lutte contre la pauvreté rurale**  ont été identifiés comme facteur-clé de réussite. Cette conférence intitulée *«Combattre la pauvreté et l'exclusion sociale en milieu rural»* s'est tenue à Budapest, à l'invitation du gouvernement hongrois et avec le concours de la Commission européenne.

Les délégués et les orateurs ont débattu *l'étude* décrite ci-dessus et d'autres recherches connexes et ont confirmé que la pauvreté et l'exclusion sociale en milieu rural restaient un sujet de préoccupation dans les 27 États membres. Les décideurs ont été invités à renforcer les capacités et les mécanismes de mise en œuvre, l'objectif étant d'œuvrer selon des approches européennes cohérentes. Les participants ont salué la contribution de la politique de développement rural qui a le mérite de pouvoir cibler des handicaps structurels en milieu rural. Ils ont également conclu que les politiques régionales et sociales de l'UE jouaient un rôle majeur dans la conception de solutions adaptées.

Parmi les recommandations formulées à l'occasion de cette conférence, citons la création de synergies plus efficaces entre les interventions de l'UE, la définition d'indicateurs plus probants de pauvreté rurale à un niveau territorial plus désagrégé que NUTS2 (afin d'établir une distinction plus précise entre la pauvreté rurale et la pauvreté urbaine) ainsi que l'harmonisation de la définition de la pauvreté. Il a également été proposé de recourir davantage à la *méthode ouverte de coordination* [en anglais] qui s'est révélée efficace pour intégrer les politiques nationales et européennes. D'autres observateurs ont jugé probante la distinction faite entre le concept de *pauvreté des zones rurales* (par opposition à la *pauvreté des zones urbaines*) et le concept de *pauvreté dans les zones rurales*. [Pour en savoir plus sur les conclusions de la conférence](#)



## Les initiatives de GAL lettonnes en faveur de l'inclusion sociale

La crise économique mondiale a incité la Lettonie, comme les autres pays d'Europe, à redoubler ses efforts pour lutter contre la pauvreté et améliorer l'inclusion sociale dans les communautés rurales. Les ONG restent des alliés importants dans ce combat et le [Réseau rural letton](#) recueille des informations concernant de bonnes pratiques dans ces zones. Parmi ces bonnes pratiques figurent des projets financés lors de périodes de programmation antérieures que des GAL ont mis en œuvre.

Les travaux du GAL «Dzirnavstrauts», qui a soutenu un «centre local d'initiative» dans la ville de Zemite, ont porté leurs fruits et ont eu un impact positif sur le développement à maints égards. Grâce à ce projet, qui relève du PDR, des nouvelles structures de formation ont été créées en vue de renforcer les compétences de la main-d'œuvre et de diversifier l'économie rurale. Par ailleurs, de nouveaux services communautaires ont été créés et un espace de socialisation a été mis à la disposition de la population rurale. Les équipements financés par le GAL continuent d'être bien utilisés et les équipements de formation permettent l'organisation de séminaires de formation à l'intention de différents groupes de personnes, dont les agriculteurs, qui ne

pourraient pas nécessairement parcourir de longues distances pour suivre une formation.

Une autre approche probante a été adoptée par l'Association des familles nombreuses Vecumnieki, qui a bénéficié d'un financement GAL pour venir en aide à des familles avec multiples problèmes sociaux et difficultés fonctionnelles. La formation GAL organisée à l'intention des professionnels de la petite enfance facilite la réinsertion des familles frappées par l'exclusion dans la société rurale et accroît les possibilités d'emploi dans l'économie sociale lettone.

## Poursuite du programme des groupes de travail thématiques

Les groupes thématiques en sont tous à la deuxième phase de leur programme de travail. Le premier groupe de travail (chargé de cibler les spécificités et les besoins territoriaux dans les programmes de développement rural) s'emploie actuellement

à analyser la façon dont les États membres ont défini leurs régions rurales pour identifier les cibles territoriales des mesures de développement rural au titre des axes 1, 2 et 3 et sélectionner les territoires GAL éligibles au titre de l'axe 4. Le groupe s'est réuni en septembre pour progresser dans cette phase. Le deuxième groupe de travail (en charge des liens entre l'agriculture et l'économie rurale au sens large) entreprend l'analyse de 18 régions NUTS 3 pour y évaluer, sous l'angle qualitatif et quantitatif, la dynamique de l'agriculture et ses liens avec l'économie rurale dans son ensemble. Il a passé en revue les résultats préliminaires de cette analyse en octobre. Le troisième groupe de travail (en charge des biens publics et des interventions publiques) poursuit son analyse des PDR et des États membres. Ses travaux concernant les principaux types de biens publics fournis par l'agriculture dans l'UE doivent aboutir d'ici la fin du premier semestre de 2010.

## La coopération des Réseaux ruraux nationaux au service de l'esprit d'entreprise en milieu rural

La mise en réseau et la coopération vont de pair, ainsi qu'en atteste la nouvelle initiative entre les Réseaux ruraux nationaux (RRN) d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas et d'Irlande. Ces réseaux se sont réunis il y a peu pour discuter d'approches de coopération en vue d'aider les entrepreneurs ruraux à concevoir des produits novateurs sur une base multisectorielle.

Plusieurs thématiques intéressantes ont été identifiées comme priorités de coopération, notamment les secteurs de l'économie de la connaissance, l'agriculture intensive, les économies intersectorielles locales et les identités territoriales. Les partenariats public-privé ont également été évoqués, car ils pourraient soutenir ce nouvel esprit d'entreprise en milieu rural. Pour en savoir plus sur ce projet de coopération, il convient de contacter [Marga de Jong](#), du Réseau rural des Pays-Bas.

## Réunion des RRN à Budapest: Élaborer des stratégies et des instruments efficaces de communication

La réunion des Réseaux ruraux nationaux qui s'est tenue en septembre à Budapest a été consacrée à l'élaboration de stratégies et instruments modernes et dynamiques de communication et à leur mise en œuvre. L'importance croissante des sites de socialisation (comme Facebook, Twitter, Delicious, etc.) fait évoluer rapidement la façon dont les gens communiquent en milieu rural. Nous sommes de plus en plus en mouvement, et nous voulons communiquer davantage en temps réel. Les face-à-face traditionnels perdent du terrain alors que la communication tous azimuts se généralise.

Selon les participants, les organisations de mise en réseau en milieu rural qui cherchent à partager et diffuser des informations doivent adopter de nouveaux moyens de communication car, à défaut, elles pourraient courir le risque d'être marginalisées par ces nouveaux réseaux sociaux. Il ressort également de cette réunion qu'il est urgent de mettre au point de meilleurs instruments pour diffuser les «bonnes pratiques» dans et entre les réseaux ruraux, sachant à quel point les exemples de bonne pratique sont utiles pour inspirer d'autres acteurs ruraux et les encourager à s'impliquer. Les participants ont proposé de se concentrer sur des exemples de bonne pratique dans le domaine de l'esprit d'entreprise dans un premier temps. Ils estiment qu'un certain nombre d'autres priorités et intérêts communs existant dans chaque réseau pourraient servir à l'avenir de plate-forme de coopération technique en réseau. Ils proposent que la mise en œuvre pilote de cette approche se concentre dans un premier temps sur l'agriculture sociale et le développement de l'initiative Leader et de ses liens avec les autres axes. [Pour en savoir plus \[en anglais\]](#)

## Visites du Point de contact aux RRN de Malte et du Portugal

Les échanges mutuels avec les RRN s'inscrivent dans la mission du Point de contact du REDR. Ces échanges se déroulent lors de réunions face à face au sein des pays à propos de l'état d'avancement des différentes activités des RRN.

La première visite a eu lieu à Malte et a coïncidé avec le lancement du RRN maltais. Celui-ci a mis en place une série de structures et de services accessibles à tous les bénéficiaires du PDR. Un Comité de coordination, où siègent des représentants des trois GAL maltais, des agriculteurs, d'ONG, des pouvoirs publics et d'associations environnementales, oriente le programme de travail global du RRN.

Mis en œuvre par l'unité RRN de l'autorité de gestion, le programme de travail consiste notamment à prodiguer des conseils pratiques sur les axes du PDR, à organiser le soutien à la coopération transnationale et à prévoir le programme futur de développement rural. Pour en savoir plus sur le RRN maltais, il convient de contacter [Donald Aquilina](#), du ministère des ressources et des affaires rurales.

Le RRN portugais a également rencontré des représentants du Point de contact du REDR pour faire le point sur l'état d'avancement du programme de développement des capacités en milieu rural, qui concerne cinq régions métropolitaines du Portugal ainsi que les Açores et Madère. Comme il dessert un territoire très diversifié, le RRN s'articule autour de sept assemblées régionales. Chacune de ces assemblées bénéficie de l'appui de l'Unité centrale d'organisation technique du RRN. Le réseau est supervisé par un Conseil national de coordination. Les assemblées établissent des liens utiles de la base vers les décideurs politiques nationaux et permettent d'adapter le soutien du RRN aux besoins locaux.

Parmi les services proposés à ce jour par le RRN portugais, citons les ateliers sur les stratégies de qualité, les marchés publics, l'évaluation et la coopération. Par ailleurs, le RRN procède à des études visant à améliorer l'intérêt pour les possibilités offertes par le PDR et à explorer les facteurs liés à l'exode rural. Il édite des publications et des groupes de travail thématiques sont en voie de création. Pour en savoir plus sur les services d'appui en milieu rural, il convient de contacter le [RRN portugais](#).

## Le magazine du REDR

Le premier numéro de la revue périodique du REDR, intitulé «EU Rural Review» est [accessible en ligne \[en anglais\]](#): il propose un vaste éventail d'articles sur des matières en rapport avec le développement rural dans l'UE. Le numéro d'octobre analyse les possibilités offertes par le Fonds européen agricole pour le développement rural et revient sur des sujets d'actualité, notamment le «bilan de santé» de la politique agricole commune, l'agriculture de semi-subsistance, la vie rurale dans les pays candidats à l'adhésion de l'UE et les résultats de recherches récentes concernant le milieu rural. Parmi les thèmes récurrents de ce magazine, citons les liens entre l'innovation et la politique européenne de développement rural ainsi que les mesures proposées dans le PDR concernant la diversité rurale et le changement climatique.





## Réunions ministérielles

Les ministres européens de l'agriculture et de la pêche se sont réunis en Suède les 14 et 15 septembre pour débattre de l'agriculture et du changement climatique à l'occasion d'un conseil informel. Leurs débats ont été alimentés par un document de travail des services de la DG AGRI concernant

la réduction de l'impact de l'agriculture sur le changement climatique, qui traite notamment des possibilités offertes par le développement rural et qui propose un aperçu de l'intérêt soulevé par les mesures des PDR 2007-2013 qui sont pertinentes pour le changement climatique (préalable au «bilan de santé»). [Pour en savoir plus \[en anglais\]](#)

## Mise en réseau des acteurs ruraux dans le Sud-Est de l'Europe

Le Groupe de travail permanent pour le développement rural régional d'Europe du Sud-Est soutient l'établissement de liens entre les pays des Balkans et d'autres régions d'Europe. Grâce à un réseau informel de représentants gouvernementaux d'institutions en charge du développement rural, ce groupe travaille indépendamment de l'UE et vise à appuyer les efforts de l'UE dans les régions rurales d'Europe du Sud-Est. Sont membres de ce réseau des représentants d'Albanie, d'ARYM, de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie, de Croatie, du Kosovo, du Monténégro, de Roumanie, de Serbie et de Slovaquie.

La coopération et le renforcement des capacités restent au cœur des activités du groupe de travail, qui ont notamment consisté à promouvoir des programmes marketing pour des produits ou régions et prodiguer des conseils concernant l'harmonisation de la législation communautaire sur le secteur vinicole. [Pour en savoir plus \[en anglais\]](#)

## Nouveau financement de l'action locale en matière d'énergie

La Commission européenne prépare en partenariat avec la Banque européenne d'investissement un nouveau programme de financement des investissements en faveur de l'énergie durable. Cette initiative, baptisée [ELENA \(European Local Energy Assistance\)](#), s'inscrit dans le cadre du programme [Énergie intelligente — Europe](#) et devrait être mise en œuvre dans le courant de l'année 2009.

Dans le cadre de cette initiative, 15 millions d'euros seront débloqués pour aider les exécutifs locaux dans des domaines tels que l'amélioration des systèmes énergétiques des bâtiments publics et privés, les réseaux de chauffage et de climatisation à haut rendement énergétique ou les transports respectueux

de l'environnement. Pour en savoir plus sur l'initiative ELENA, il convient de consulter le site [ManagEnergy \[en anglais\]](#) de l'UE, qui propose aussi des [études de cas de bonne pratique \[en anglais\]](#).

## Promouvoir les produits agricoles

En Europe, les secteurs d'activité ruraux bénéficient d'un nouveau programme d'appui qui vise à promouvoir les produits agricoles. La DG Agriculture et développement rural a débloqué 28 millions d'euros pour financer la mise en œuvre, dans les États membres, de programmes qui vantent les mérites des produits de l'UE. Au total, 16 programmes mis en œuvre dans 12 États membres reçoivent une aide pour financer des actions de relations publiques et de publicité qui vantent des produits agricoles tels que le lait, le fromage, la viande, le vin et les légumes pour leur qualité, leur hygiène, leur sécurité alimentaire, leurs vertus nutritives, leur étiquetage et leur respect de l'environnement et du bien-être animal. [Pour en savoir plus](#)



## Approbation de nouveaux financements de 244,5 millions d'euros en faveur du développement rural dans le cadre du «bilan de santé» de la PAC et du plan européen de relance économique

Cinq États membres viennent d'obtenir l'approbation de leur [proposition](#) de modification de leur programme de développement rural, ce qui leur permet d'utiliser de nouveaux financements au titre du «bilan de santé» de la PAC et du plan européen de relance économique. La Commission européenne a approuvé une enveloppe totale de 244,5 millions d'euros pour financer des modifications du PDR en Autriche (97,0 millions d'euros), en Finlande (67,0 millions d'euros), à Chypre (2,0 millions d'euros), au Royaume-Uni (40,1 millions d'euros en Irlande du Nord) et en Italie (38,3 millions d'euros en Toscane et en Sardaigne).

La ventilation de ces fonds supplémentaires entre les mesures du PDR varie selon chaque État membre ou région selon ses besoins et sa situation économique, mais le haut débit reste une priorité commune d'investissement dans la plupart des PDR amendés. Les projets en faveur du haut débit bénéficieront d'un budget de 53,2 millions d'euros dans ce cadre.

L'approbation des modifications au titre du «bilan de santé» de la PAC et du plan européen de relance économique est attendue en novembre et décembre pour la plupart des programmes de développement rural.



Notre tournée des États membres nous amène cette fois en Irlande, pour faire le point sur son développement rural.

Située à l'extrême ouest de l'Europe, l'Irlande se distingue par sa grande superficie de prairies pour l'élevage extensif. Malgré une prospérité impressionnante à l'échelle nationale, des problèmes structurels persistent en milieu rural. Les taux de productivité

de certains agriculteurs plus âgés sont source d'inquiétude, d'autant plus que le prix élevé des terres entrave les transitions rurales. Les TIC peinent à s'installer et l'exode continue de frapper de nombreuses communautés.

Toutefois, les produits ruraux haut de gamme n'ont rien perdu de leur réputation et entretiennent l'image d'«île d'émeraude» de la verte Érin, en phase avec les préférences des consommateurs qui privilégient les produits sains, de qualité et respectueux de l'environnement. Les

programmes agroenvironnementaux affichent des taux de participation élevés, le tourisme rural est très répandu et l'identité culturelle est forte. Le PDR national tient compte de ces problèmes de développement et prévoit des mesures ciblées, qui visent notamment les jeunes agriculteurs et la formation environnementale au titre de l'axe 1 et les produits biologiques et les sites NATURA 2000 au titre de l'axe 2. Toutes les mesures au titre de l'axe 3 sont mises en œuvre selon l'approche LEADER. [Pour en savoir plus \[en anglais\]](#)

## Faits et chiffres

- L'agriculture occupe 62 % du territoire (4,3 millions d'hectares) et les forêts en recouvrent 10 % (710 000 hectares).
- La taille moyenne des exploitations agricoles s'établit à quelque 30 hectares en moyenne et près de 75 % des agriculteurs peuvent prétendre à des compensations dans le cadre des mesures liées aux zones moins favorisées.
- L'agriculture est une activité qui s'exerce de plus en plus à temps partiel: plus de 40 % des agriculteurs irlandais ont une autre activité.
- Le PDR irlandais couvre un territoire qui représente plus de 60 % de la population nationale.
- Le PDR est financé par l'UE à hauteur de 2 339 milliards d'euros (2003-2013), dont 10 % pour l'axe 1, près de 80 % pour l'axe 2 et 10 % pour les GAL au titre des axes 3 et 4.

## Priorités du Réseau rural irlandais

L'objectif principal du *Réseau rural irlandais* est de contribuer à la mise en œuvre du PDR et de veiller à son bon déroulement. Paul Keating, qui dirige l'unité d'appui du Réseau en Irlande, insiste sur un point: «Nous devons systématiquement nous demander comment donner de la valeur ajoutée au programme; la valeur ajoutée qu'apporte le RRN, c'est la promotion des synergies entre les mesures, qui ouvrent la voie à de nouvelles possibilités de collaboration et d'innovation.» Il explique la logique de la collaboration, qui se base sur des intérêts communs et doit engendrer des avantages mutuels, qu'elle se situe à un niveau pratique ou stratégique. Il rappelle que pour établir des relations constructives, il faut commencer par avoir la même vision des problèmes, qu'il n'est possible de bien comprendre qu'à la lumière de données probantes et de bonne qualité. «C'est pourquoi, en Irlande,

nous considérons qu'organiser des séminaires, des conférences et des réunions, faire des recherches, éditer des publications et diffuser l'information sont autant d'activités interdépendantes qui concourent toutes à l'accomplissement du même objectif.»

Dotée d'un budget total de 2,7 millions d'euros (2007-2013), l'Unité d'appui du développement rural animera le RRN et tentera si possible de tirer parti de sa propre expertise au lieu de faire appel à des sous-traitants. «Nous avons le sentiment qu'une équipe pluridisciplinaire forte est en soi un atout pour un réseau», ajoute M. Keating.

Dans le cadre de ses travaux, le RRN accordera entre autres la priorité à la coordination des flux d'information, notamment concernant les indicateurs de performance, entre les bénéficiaires locaux, les instances intermédiaires et l'autorité de gestion. Autre priorité importante: documenter et diffuser les bonnes pratiques concernant



les quatre axes. Le RRN irlandais s'emploie actuellement à développer des outils performants de mise en réseau sociale en ligne pour faire en sorte de maximiser son impact. Ces activités consistent notamment à entretenir des liens étroits avec des organisations partenaires du RRN appartenant à des réseaux établis dans d'autres domaines (agriculture, environnement, entreprises et développement rural), dont le réseau irlandais des GAL.

L'Irlande n'a rien perdu de sa réputation d'innovation en matière de développement rural, ainsi qu'en atteste un projet PDR impliquant la transformation des déchets agricoles en énergie verte. Face à la nécessité de trouver d'autres solutions pour éliminer le fumier des exploitations avicoles, une équipe d'agrotechniciens a mis au point une technologie de traitement de la biomasse sur site qui permet de produire de la chaleur et de l'électricité. Basé sur la technique de la «combustion en lit fluidisé», ce système a été développé pour créer une série d'applications rentables et respectueuses de l'environnement dans d'autres secteurs que l'élevage avicole. [Pour en savoir plus \[en anglais\]](#)

Autre exemple de la capacité d'innovation de l'Irlande dans le domaine du développement rural: l'approche méthodologique unique adoptée pour rationaliser les activités des GAL. Les GAL interviennent dans la mise en œuvre de toutes les mesures de l'axe 3 et leur mandat a été étendu pour couvrir d'autres programmes en faveur du développement rural menés en parallèle avec les activités du PDR. Dans le cadre de ces approches intégrées à l'égard du développement rural, les GAL mettent en œuvre et coordonnent les interventions nationales en faveur de l'inclusion sociale. Pour en savoir plus sur cette approche qui combine inclusion sociale et développement rural, il convient de contacter [Paul Keating](#) de l'Unité d'appui du RRN irlandais.

POUR EN  
SAVOIR  
PLUS

### POUR EN SAVOIR PLUS

Reseau Européen de développement rural:

<http://enrd.ec.europa.eu>

Politique de développement rural UE 2007-13

[http://ec.europa.eu/agriculture/rurdev/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/rurdev/index_fr.htm)

Direction Générale Agriculture et Développement rural

[http://ec.europa.eu/agriculture/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/index_fr.htm)

Le Réseau européen d'évaluation

[http://ec.europa.eu/agriculture/rurdev/eval/network/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/rurdev/eval/network/index_fr.htm)

### RUR@L NEWS Contributions/Événement

N'oubliez pas de nous informer sur vos activités en matière de développement rural dans votre région. Veuillez envoyer vos commentaires à [newsletter@enrd.eu](mailto:newsletter@enrd.eu)

### Abonnements

Vous pouvez souscrire ou annuler un abonnement pour vous-même ou pour quelqu'un que vous connaissez et modifier vos coordonnées en nous envoyant un e-mail à l'adresse suivante :

[newsletter@enrd.eu](mailto:newsletter@enrd.eu)

### Contactez le Contact Point

Si vous souhaitez contacter le EN RD Contact Point, veuillez noter les coordonnées suivantes :

Téléphone: 00 32 2 235 2020

Télécopie: 00 32 2 280 04 38

Email: [info@enrd.eu](mailto:info@enrd.eu)

ISSN 1831-4872



9 771831 487001